

COMMUNE DE BEAUVECHAIN

Séance du 11 décembre 2023

Affaires générales

LE CONSEIL COMMUNAL

Agent traitant :	
Chef de service :	
Directeur financier :	
Directrice générale :	
Collège/Conseil :	

Affaires générales - Création d'une commission d'éthique et de transparence - Proposition complémentaire à l'ordre du jour à la demande de Monsieur Eric EVRARD, Conseiller communal du groupe NENA et de Monsieur Claude SNAPS, Conseiller communal du groupe Intérêts Communaux (Art. 13 du R.O.I. du Conseil communal et Art. L1122-24 du CDLD).

La corruption est la perversion ou le détournement d'un processus ou d'une interaction avec une ou plusieurs personnes dans le dessein, pour le corrompé, d'obtenir des avantages ou des prérogatives particulières ou, pour le corrompu, d'obtenir une rétribution en échange de sa complaisance.

En 2018, une étude commandée par les verts au parlement européen, déclare que les pertes économiques liées à la corruption s'élèvent à 904 milliards d'euros/an, et elle correspond à 21 milliards en Belgique.

Afin de se faire une idée de l'ampleur de ce fléau, comparons l'impact de ce vol organisé aux coûts de solutions qui feraient avancer l'Humanité. Il faudrait :

- 4 milliards € pour éradiquer la malaria.
- 22 milliards € afin de donner accès à l'éducation à tous les enfants dans 46 pays pauvres.
- 129 milliards € pour donner accès à l'eau courante et aux sanitaires dans les pays en développement.
- 229 milliards € pour éradiquer la malnutrition.

Et à des niveaux différents :

- 904 milliards € de pertes dans l'Union Européenne,
- 120 milliards € de pertes en France,
- 21 milliards € de pertes en Belgique,
- Et Beauvechain ?

Alors, si tout est proportionnel, quel est le niveau de corruption à l'échelle d'une commune telle que Beauvechain ?

Bien évidemment, il ne serait pas logique de prendre ces 21 milliards €, de les diviser par le nombre de citoyens belges, ensuite de multiplier le résultat obtenu par le nombre de beauvechainois et arriver au montant de 12.56 millions €. Ce chiffre n'est "probablement" pas correct car des zones urbaines, industrialisées, commerciales, spéculatives, politiques, etc. sont "probablement" plus propices à la corruption que notre petite commune rurale de Beauvechain.

Et d'un autre côté, comme nous n'attendons pas de solution par rapport à la corruption de la part de nos instances supérieures (régional, fédéral ou européen), l'exemple devra comme d'habitude venir d'en bas, de petites structures ou communautés comme la nôtre.

Alors, MONTRONS L'EXEMPLE !

Le pouvoir est, à peu de choses près, toujours lié à la corruption, ou inversement, la corruption est presque toujours associée aux organes de pouvoir, de puissance et d'argent. De nombreux scandales de corruption éclatent trop régulièrement aux quatre coins du monde, en considérant que les découvertes et dénonciations de cas de fraudes et de corruption ne représentent qu'une minorité des cas étant donné que cette corruption a intégré tous les niveaux de pouvoirs, qu'ils soient exécutif, législatif, judiciaire, médiatiques ou économiques. De nombreuses reportages, émissions, interviews voient le jour presque au quotidien afin de dénoncer cette maladie qui gangrène toujours plus profondément nos institutions, nos pouvoirs, nos communautés, nos nations, notre Humanité.

Afin de ne pas parler dans le vide, voici la liste des enquêtes produites par l'émission Cash Investigation, diffusées entre 2012 et 2023, qui abordent les dérives des grandes entreprises, de la finance, du marketing, au détournement d'argent public, à l'évasion fiscale, à l'influence des lobbies, aux conflits d'intérêts et à la manipulation de l'information par les spin doctors.

Emissions de Cash Investigation de 2012 à 2023

27/04/2012 Les vendeurs de maladies	28/11/2017 Coton, l'envers de nos T-shirts
04/05/2012 Marketing vert : le grand maquillage	16/01/2018 Produits laitiers : où va l'argent du beurre ?
11/05/2012 Paradis fiscaux : les petits secrets des grandes entreprises	27/02/2018 Cash Impact : « Pesticides : notre santé en
18/05/2012 Toxic fringues	13/03/2018 L'eau : scandale dans nos tuyaux
25/05/2012 Neuromarketing : Votre cerveau les intéresse	22/05/2018 Affaire Sarkozy - Kadhafi : soupçons sur des millions
01/06/2012 La mort programmée de nos appareils	11/09/2018 Plastique : la grande intox
08/06/2012 La finance folle	09/10/2018 Luxe : les dessous chocs
15/06/2012 Sucre : comment l'industrie vous rend accros	27/11/2018 Implants : tous cobayes ?
11/06/2013 Le scandale de l'évasion fiscale : révélations sur les milliards qui nous manquent	05/02/2019 Pêche industrielle : gros poissons en eaux
11/09/2013 Foot business : enquête sur une omerta	23/04/2019 Sociétés HLM : loyers modérés pour business démesuré
18/09/2013 Les récoltes de la honte	18/06/2019 Multinationales : hold-up sur nos fruits et légumes
25/09/2013 Diesel : la dangereuse exception française	24/09/2019 Au secours, mon patron est un algorithme
02/10/2013 Formation professionnelle, le grand	29/10/2019 Cannabis, la multinationale du blanchiment
07/10/2013 Industrie du tabac : la grande manipulation	19/11/2019 Qui profite de nos impôts ?
04/11/2014 Les secrets inavouables de nos portables	19/05/2019 Égalité hommes femmes : balance ton salaire
03/03/2015 Quand les actionnaires s'en prennent à vos emplois	10/12/2020 Services publics : liberté, égalité, rentabilité ?
07/09/2015 Mon président est en voyage d'affaires	04/02/2021 Nos très chères banques
14/09/2015 Santé : la loi du	01/04/2021 Alcool : les stratégies pour nous faire boire
21/09/2015 Le business de la	20/05/2021 Nos données personnelles valent de l'or !
06/10/2015 Marketing : les stratégies secrète	07/10/2021 DSK, enquête sur un homme

02/02/2016 Produits chimiques, nos enfants en danger	11/11/2021 Déchets : la grande illusion
22/03/2016 Salariés à prix cassés : le grand scandale	13/01/2022 Liberté, santé, inégalités
05/04/2016 Paradis fiscaux : le casse du siècle	01/03/2022 Ehpad : l'heure des comptes ?
24/05/2016 Climat : le grand bluff des multinationales	07/04/2022 Ça se passe comme ça chez McDonald's ?
27/06/2016 Dopage : ça roule toujours	15/09/2022 Sécheresses, inondations : qui va payer la facture ?
13/09/2016 Industrie agro-alimentaire : business contre santé	20/10/2022 Entreprises, mécénat, associations : les liaisons dangereuses
18/10/2016 Marchés publics : le grand dérapage	08/12/2022 Hold-up sur la Sécu : à qui profite la fraude ?
24/01/2017 Razzia sur le bois, les promesses en kit des géants du meuble	26/01/2023 Superprofits : les multinationales s'habillent en vert
28/02/2017 Cash Impact : les nouvelles révélations des Panama Papers	16/03/2023 Émission spéciale
21/03/2017 Pédophilie dans l'Église : le poids du silence	06/06/2023 Alerte sur le bio
26/09/2017 Travail, ton univers impitoyable.	28/09/2023 Porno, un business impitoyable
03/10/2017 Cash impact : « Diesel : est-ce que les constructeurs nous enfument ?	16/11/2023 Le Monde merveilleux des ultra-riches
07/11/2017 Les « Paradise Papers » : au cœur d'un scandale mondial	

Si Cash Investigation a acquis une certaine renommée dans le domaine de l'enquête sur les puissants, il n'est pas le seul, et entre organes officiels et officieux, nombreux sont ceux qui dénoncent les déviances de notre système. Mais il faut être vigilant et capable de séparer la vraie information des « fake news », tâche qui malheureusement devient presque impossible pour le citoyen lambda et qui finit par ne plus faire confiance en ses instances de gouvernance.

Bien évidemment, là où il y a corruption, la transparence n'est pas chose aisée, et doit alors être gérée par des spécialistes afin de faire passer la pilule. **Mais cela devient beaucoup plus facile à mettre en place pour toute instance de pouvoir qui intègre l'éthique dans sa ligne de conduite. Donc, afin de ne pas provoquer de suspicion infondée, il incombe la responsabilité aux autorités de notre commune de mettre en place un outil crédible, éthique, neutre et transparent, constitué de personnes ou d'instances n'ayant pas d'intérêt dans la dynamique locale.**

Cet outil devrait être capable de soulever les inquiétudes citoyennes liées par exemple :

- A des dossiers d'urbanisme,
- Aux impressions de collusions ou de conflits d'intérêts entre parties,
- A des applications de réglementation manquant de transparence,
- Sur l'indépendance et l'impartialité des membres constituant les commissions citoyennes,
- Sur l'indépendance politique du personnel de l'administration communale,
- Etc.

Pour ces motifs en tenant compte des enjeux présentés dans l'introduction, il est demandé au conseil communal d'adopter la motion suivante :

Motion: La mise en place d'une Structure Indépendante de Transparence et d'Ethique qui répondra aux critères suivants:

Vu que l'Union des Villes et Communes de Wallonie mentionne que le règlement d'ordre intérieur peut en

outre comprendre des mesures complémentaires relatives au fonctionnement du conseil, bien évidemment, sans déroger ni contrevenir à aucune disposition légale;

Vu que le ROI du Conseil communal est le document qui règle le fonctionnement du Conseil communal de Beauvechain;

Vu que des commissions consultatives communales, constituées de représentants des autorités communales et de citoyens, ont été créées afin de participer à la dynamique de développement de la commune et de donner un avis neutre et objectif sur les différents projets en cours ou à l'étude, dans des compétences diverses et variées;

Vu qu'il est nécessaire de recouvrer un lien de confiance entre autorités communales et les citoyens;

Vu que la force principale d'une commune, c'est sa population, sa diversité, ses différences et SON

ENGAGEMENT;

Nous proposons la création d'une commission d'éthique et de transparence:

- Compétente et indépendante constituée d'instances ou d'individus impartiaux, compétents et reconnus pour leur éthique (beauvechinois ou non) qui aura pour mission de soulever toutes les ambiguïtés liées à la gestion de gros projets dépendants de la commune.
- Elaboration d'un règlement qui définira les pouvoirs octroyés à cette « Commission ».
- Elaboration d'une notice de travail qui définira les conditions d'interpellation de cette « Commission » et le mode opératoire qui sera mis en place dans le cas où elle est interpellée,
- Cette commission aura la possibilité d'interpeller les élus et l'administration. Elle sera consultée sur l'ensemble des décisions communales, lorsque le Collège ou le Conseil s'en écarte, la décision devra être motivée.
- Intégration de cet outil de transparence dans le ROI du Conseil Communal.

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

Article 1. D'adopter le principe de mise en application de la proposition suivante: "La création et la mise en place effective de cette Commission d'éthique et de transparence (ou groupe de travail) dans un laps de temps le plus bref possible.

Article 2. De charger le Collège communal du suivi de cette décision afin qu'elle puisse être mise en application le plus rapidement possible.